

La violence et ses conséquences urbaines à Kampala

ENTRE 1966 et 1986, les régimes Obote (1962-1971), Amin (1971-1979) puis Obote-II (1980-1985) et enfin Okello (juillet 1985-janvier 1986) ont, tous, marqué l'Ouganda des exactions de leur armée. Cependant, la nature et l'intensité de la violence ont été radicalement modifiées par l'évolution même des conditions politiques qu'elle contribuait en partie à forger. Aussi, avant de s'intéresser aux conséquences urbaines de ces années, le glissement de l'Ouganda de la « paix postcoloniale » à l'anarchie du début des années 1980 doit être décrit.

La violence : une réalité mouvante

La période fut marquée par un élargissement progressif du champ de la violence et une aggravation de son intensité. A partir de 1966, le premier régime Obote se caractérise par une violence politique très sélective contre les personnalités de l'opposition et surtout celles des royaumes autonomes du sud. La prise du palais du Kabaka en mai 1966 viola la constitution de 1962. L'Ouganda cessait d'être un État de droit. Entre 1966 à 1971 se déployèrent les activités souterraines des services de sécurité. Les victimes de la répression étaient précisément ciblées et en nombre limité. La vie politique ougandaise a alors franchi le pas, négligeant les règles de l'affrontement démocratique pour celle du droit du plus fort au sens physique du terme.

Le régime Amin (1971-1979) provoqua un élargissement et une diversification de la violence. Dès juillet 1971, des massacres intertribaux eurent lieu au sein de l'armée. 2 000 des 3 000 soldats acho-

lis que comptait alors l'armée furent tués par les *West Nilers* et les Nubis. Le même scénario se répéta plusieurs fois au profit d'une fraction de plus en plus réduite de la palette ethnique ougandaise : les Madi-Kakwa et les anciens Anya-Nya soudanais. A cette violence des casernes s'ajoutèrent les exactions des services spéciaux qui, dans la lignée du régime précédent mais avec une plus grande sauvagerie et à une échelle plus vaste, frappèrent les opposants. Le pouvoir, composé en partie d'analphabètes, avait de plus en plus tendance à confondre ses opposants avec les élites instruites.

Enfin, l'expulsion (octobre 1972) des Indiens (1) ne peut être ignorée même si elle pose problème à la définition de la violence. En effet, cette expulsion n'a pas donné lieu à des massacres tels que le pays en connaîtra par la suite, ni même à de nombreux assassinats. Par ailleurs, à moins de donner à la violence une acception élargie qui la rapprocherait du concept marxiste de lutte des classes, des régimes peu violents (la Tanzanie de Nyerere) ont, de fait, chassé une fraction notable et aisée de leur population. Mais l'anticonstitutionnalité de l'expulsion de nombreux citoyens, l'usage de l'intimidation, le caractère systématique et évidemment raciste (seuls 500 Indiens restèrent en Ouganda après la date limite) ainsi que le contexte explicite de « *guerre économique* » inscrivent cet épisode dans la violence ougandaise. De plus, son rôle fondamental comme fracture traumatisante au niveau économique et politique ne permet pas de l'exclure de l'analyse. En effet, elle a engendré un nouveau type de compétitions sanglantes. La plupart des biens des Indiens ont été étatisés au sein du DAPCB (2) pour être alloués à titre temporaire. Le déclin de l'économie a fait de la réallocation et de l'usage de ces propriétés un enjeu capable d'abattre tous les scrupules moraux. De nombreux assassinats eurent pour mobile la jouissance de ces biens. Certains allocataires du DAPCB ne gardèrent la vie qu'au prix de l'abandon de leur boutique dès la première visite du comité d'intimidation. L'acharnement des protagonistes provoquait parfois de véritables batailles de rue entre groupes d'hommes de main armés. De manière plus générale, le meurtre devint une façon radicale de régler définitivement tous les conflits. La prolifération des armes et la multiplication des voyous (*Bayayes*) souvent difficiles à distinguer des soldats firent de la vie une monnaie d'échange courante.

Les régimes Obote-II et Okello marquèrent une aggravation de ces tendances. Les seules richesses laissées par le désastre économique des années 1970 étaient, en ville, les biens des Indiens et

(1) G. Prunier, *L'Ouganda et la question indienne 1894-1972*, Paris, ERC, 1990.

(2) DAPCB (*Departed Asians Properties Custodian Board*), agence dépendant du

ministère des Finances chargée, par décret depuis 1973, de gérer les propriétés des Indiens expulsés.

les biens de consommation courante importés et, à la campagne, les cultures de rente, notamment le café du pays baganda. La compétition exacerbée pour leur maîtrise mena le pays à l'anarchie des bandes armées que plus personne ne contrôlait. Le pillage atteignit des proportions insensées. L'insécurité était telle que, même en plein jour, les chauffeurs de taxi refusaient de s'aventurer dans certains quartiers de peur de tomber sur les militaires et de perdre leurs chaussures, leur montre, leur voiture ou la vie.

En 1988, un Ougandais enseignant de français a écrit ce texte qui montre ce qu'a pu être alors la vie (3) :

« En 1984, au cours du mois de mai, un certain mercredi, c'était le jour de la rentrée scolaire. Tous les élèves retournaient dans leurs différentes écoles, certains gaiement, d'autres à contre cœur.

Ceux qui venaient de la région de Mityana (4) s'étaient donnés rendez-vous au centre commercial de cette région pour attendre des occasions de transport. Ils n'étaient pas nombreux. Ils étaient six qui partaient pour Kampala. Ce même jour, moi aussi j'avais une mission officielle à remplir. J'allais au ministère pour chercher le matériel didactique de français. A 7 heures du matin nous prenons le même taxi qui allait directement à Kampala. Arrivé à un lieu appelé Bujjoko, les soldats d'Obote avaient dressé une barrière et arrêtaient chaque véhicule qui arrivait des deux directions. C'était une époque troublée, une époque de tueries accomplies en toute impunité, une époque de cruauté incroyable pour tous les Ougandais.

Notre taxi s'arrêta donc et un petit soldat, un drôle de "bonhomme", noir comme du charbon (5), nous ordonna menaçant de sortir du taxi et de faire la queue. Nous obéîmes. Alors, le pillage commença ; des sommes d'argent furent payées comme si on achetait le droit de passer. Nous tenions nos cartes d'identité dans nos mains. Un garçon était devant moi. C'était un garçon qui allait à Nsambya (6) en 3^e année de l'école secondaire. Le soldat regarda longtemps sa carte d'identité scolaire puis il s'écria avec un accent terrible et goguenard en Kiswahili "Wewe ndio hadui bwana, toka kwa laini." (7)

Tout le monde était surpris car le garçon était bien connu comme étudiant et son oncle maternel l'accompagnait pour la rentrée. La carte du garçon était en ordre et sa photo identique.

(3) Dissertation recueillie par J. Lemoine en 1988 à l'ITEK de Kampala.

(4) Mityana est une bourgade située à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest-nord ouest de Kampala.

(5) Le narrateur souligne ainsi l'origine géo-ethnique de ce soldat. Celui-ci vient très probablement du nord de l'Ouganda dont les

Bantous disent que les habitants ont la peau très foncée.

(6) Nsambya est une colline de Kampala qui porte un certain nombre d'équipements sociaux dont une école réputée.

(7) « Monsieur, vous êtes un ennemi, sortez de l'alignement. »

Le garçon fut conduit au bord de la route et on lui ordonna de s'asseoir pendant qu'on achevait le vol.

Après le pillage, on nous ordonna de rentrer dans notre taxi et de filer à toute vitesse en laissant le garçon derrière. Nous entrâmes, mais le chauffeur s'abstint de démarrer. Les soldats l'accablèrent d'injures mais il fit la sourde oreille. Ils menacèrent de tirer sur nous mais leurs efforts furent vains.

L'oncle du garçon essaya de plaider pour son neveu mais, aux regrets de tous, le bonhomme lui asséna un coup de crosse sur la tête et le malheureux tomba évanoui mais pas mort. Quand les soldats réalisèrent notre opiniâtreté à ne pas quitter la place et comme ils voulaient continuer leur misérable occupation de cambriolage, ils ordonnèrent au garçon de se lever. Le garçon se leva et les regarda en face. Après l'avoir regardé fixement pendant deux minutes, les trois autres soldats s'éloignèrent ; peut-être leur conscience les empêcha-t-elle de verser du sang innocent ?

Le bonhomme, lui, persévéra de son noir et abominable courroux. Il ordonna au garçon de s'éloigner de 5 pas. Le garçon obéit. Il lui ordonna de courir dans la direction de Kampala sans tourner les yeux et le garçon exécuta l'ordre. Quand le garçon eut parcouru une distance de 25 mètres environ, le bonhomme lui envoya une balle entre les deux omoplates puis une seconde dans la cervelle et la pauvre victime s'écroula. Une mare de sang se forma autour de l'infortuné.

Entre temps son oncle avait repris ses esprits et s'était rapproché du taxi.

Personne n'a dit mot excepté quelques femmes qui étaient à une assez grande distance de là et qui ont poussé des cris d'horreur et de désapprobation mais qui ne servaient à rien car l'abomination était accomplie.

Nous décidâmes de rester tout près de la barrière pour attendre un taxi. Le chauffeur devait retourner à Mityana avec le mort accompagné de son oncle. Quelques-uns d'entre nous ont pleuré quand le taxi a démarré vers Mityana. Ceux qui ne pleuraient pas criaient des injures impuissantes. C'est vers midi que le bus nous a trouvés à ce lieu de détresse et nous a transportés à Kampala. »

A ces horreurs s'ajoutèrent les opérations menées contre la guérilla de Museveni. Donc, alors qu'auparavant la violence avait frappé des groupes précis auxquels il suffisait de ne pas appartenir pour ne pas trop risquer de mourir, la violence des années 1982-1985 toucha toute la population.

Ces trois périodes sont séparées par des pics de violence particulièrement intenses correspondant aux coups d'État (1971, 1979 et 1985) pendant lesquels eut lieu le pillage total du centre ville de Kampala. Le plus souvent, les boutiques furent « ouvertes » au lance-roquettes. Vingt ans de violence graduée ont marqué la ville.

Il faut en distinguer les conséquences physiques des conséquences économiques et sociales.

Une dégradation urbaine généralisée

Les troubles affectèrent le volume démographique. En effet, de 1970 à 1978, la croissance urbaine a été extrêmement ralentie. Sous Amin, Kampala n'a pas connu une croissance supérieure à 3 % alors que l'accroissement était de 10 % par an dans les années 1960. L'apport du bilan migratoire s'est tari. L'insécurité et le déclin économique provoquèrent un vaste mouvement de départ vers la campagne ou vers l'étranger. Il n'a été contrebalancé que par l'arrivée de musulmans et de *West Nilers* qui remplirent le vide laissé par les Indiens et les élites urbaines coloniales. Ce marasme urbain des années 1970 fut général en Ouganda et n'épargna que les villes de garnison et les villes frontalières (8). La première partie des années 1980 vit une reprise de la croissance urbaine liée à la fonction de refuge de la capitale pour les populations rurales frappées par l'insécurité diffuse. Cependant, cette croissance demeura relativement limitée.

Mais les effets socio-démographiques ne sont pas seulement quantitatifs. Ils sont aussi et surtout qualitatifs. Quinze ans de troubles ont été la société urbaine, provoqué une égalisation par le bas et un creusement des inégalités entre une minorité toujours plus réduite de riches et la majorité urbaine paupérisée. « *Du point de vue du niveau de vie, l'effondrement économique de l'Ouganda a surtout frappé les salariés urbains* » (9). En 1980, le salaire minimal est tombé à 10 % de sa valeur de 1972. La classe salariée a cessé d'exister en tant que catégorie distincte. La pratique des chevauchements multiples s'est généralisée. Sous l'effet de ce changement majeur, les différents groupes sociaux intermédiaires se sont confondus dans une vaste classe de « salariés-commerçants-cultivateurs ».

La destruction de la base économique de la société urbaine combinée à l'insécurité, notamment aux persécutions aminiennes vis-à-vis des classes moyennes, a nourri un vaste mouvement d'émigration vers l'Europe, l'Amérique du Nord, le Kenya et l'Afrique australe. Un véritable « *brain-drain* » a vidé l'Ouganda de l'essentiel de sa matière grise. En 1990, l'Ouganda manquait de 10 730 mana-

(8) F. Mugabi, *The Development of Towns in Uganda 1970-1980, Political Change, the Decline of a Nation's capital and the Spread of Small Towns*, London, university of London, 1988.

(9) V. Jamal et J. Weeks, « Le resserrement de l'écart entre villes et campagne en Afrique au sud du Sahara », *Revue internationale du Travail*, vol. 127, 1988, n° 3, pp. 305-329.

gers, 17 300 techniciens (10). Ainsi, les réparations des canalisations d'eau n'ont pas été faites en partie parce que la *National Water Supply and Sewerage Corporation* ne comptait plus assez d'ingénieurs ni de techniciens. La majorité du périmètre urbain a été privée d'eau pendant une dizaine d'années.

De « nouvelles élites » sont apparues, fondées, à l'origine, sur la détention du pouvoir et singulièrement celui de tuer. Par exemple, les allocataires du DAPCB ont été, sous tous les régimes, des amis du pouvoir. Amin désignait les heureux élus en se promenant dans le centre de Kampala suivi d'une cohorte de courtisans. Certains de ces puissants d'un moment se sont fabuleusement enrichis. Mais, le plus souvent, l'argent a été dépensé en biens de consommation ostentatoires, redistribué ou encore placé dans le foncier rural. Un de mes interlocuteurs affirme que les sommes acquises qui n'ont pas été placées à l'étranger ont « été bues » : « *Si on gardait de l'argent, on le perdait à cause de l'inflation et si on investissait, on se faisait tout voler par les soldats. Alors, on a bu.* » Un ami qui avait économisé une partie de sa bourse d'étude en Australie chercha un placement. Il rejetta successivement le minibus, la machine à coudre, la photocopieuse parce que trop facile à voler. Finalement, l'achat d'un stock de frippes en Angleterre lui permit de faire fructifier rapidement son argent. Une mentalité de prédation et de spéculation visant l'argent facile et rapide s'est développée, en particulier aux dépens de l'appareil de l'État.

Le déclin économique, la perte de pouvoir d'achat des salariés urbains, le sous-paiement des fonctionnaires (un enseignant recevait un salaire de 5 dollars par mois en 1990, soit de quoi nourrir une famille de 4 personnes pendant une semaine) et l'amoralisation du service public ont contribué à diffuser la corruption au cœur de la vie ougandaise.

Déjà considérablement diminué par l'inflation et la réduction des recettes, le budget de l'État (égal en 1990 à 10 % de sa valeur de 1970 !) est rongé par la corruption. Celle-ci détourne les moyens de leurs objectifs légitimes. Les véhicules sont utilisés par les fonctionnaires pour de fructueux trafics ; l'essence n'est plus disponible car le volume alloué a été détourné par le chef de service. Les sommes destinées aux travaux sont, purement et simplement, transformées en biens importés et revendus dans les boutiques du centre ville ou investies dans l'immobilier privé à vocation locative. Chaque échelon de la chaîne prélève sa dîme sur les moyens nécessaires aux réparations qui deviennent partielles voire impossibles à mener. Ce mal gangrène l'ensemble de la vie ougandaise.

(10) *Background to the Budget 1990-1991*, Kampala, Ministry of Planning and Economic Development, juillet 1990.

L'ampleur du phénomène est telle que le stade de la mauvaise conscience imposée par ces pratiques tant au corrupteur qu'au corrompu est dépassé et que désormais règne l'auto-dérision et l'humour. La corruption dans le cadre de l'analyse de la violence est importante parce qu'elle exprime l'effacement de l'État de droit, censé protéger le faible contre les appétits du puissant. Mais par un curieux retour des choses, la corruption généralisée provoque une atomisation du pouvoir, l'instauration d'une sorte de marché libre des valeurs des services où la majorité finalement parvient à retirer son épingle du jeu. En effet, tout le monde a quelque chose à marchander.

Les conséquences physiques (11)

A Kampala, les bâtiments détruits ou les ruines forment une proportion infime du stock immobilier. Des ruines isolées, éparpillées sur l'ensemble du périmètre urbain témoignent d'une violence sélective. La vengeance d'anciennes victimes est souvent à l'origine de ce type de destruction. Elle est le fait d'hommes de main, plus rarement de la foule ou des habitants du quartier. Autant que la violence, ces destructions soulignent la précarité du pouvoir et la rapidité des retournements de situation. Ces « épaves immobilières » éparpillées sont toujours des constructions permanentes. Elles signifient le niveau social et politique de ceux qui les possédaient.

Les opérations militaires en milieu urbain lors des coups d'État réussis ou avortés (1979, 1982, 1985 et 1986) causent des dégâts groupés. Tous les bâtiments ne sont pas systématiquement détruits mais une grosse minorité d'entre eux est affectée par des détériorations. Les zones les plus blessées sont situées sur les axes d'accès à la ville, autour des casernes et dans le centre ville. Mais les destructions militaires n'ont pas atteint à Kampala l'ampleur qu'elles ont eu à Mbarara et Masaka. Le même type de destructions groupées se rencontre près du lac du Kababa, dans le quartier de Ndeeba, sur le flanc nord de la colline de Makindye et autour des tombes royales de Kasubi. Cependant, dans ces cas, le paysage est moins le fait de l'affrontement militaire que celui de l'indiscipline et du pillage des soldats cantonnés dans les casernes proches.

Au total, les guerres ont fait peu de destructions à l'intérieur du tissu urbain. La violence n'a pas contribué à « aérer » le tissu urbain. Mais la trace de l'insécurité généralisée, du déclin de

(11) Les grandes lignes de cette partie ont été développées in « La morphologie résidentielle de Kampala », *L'Espace géographique* (à paraître).

l'Ouganda et la façon dont les acteurs urbains les ont intégrés à leurs stratégies restent inscrites dans la trame urbaine.

A grande échelle, l'insécurité a rendu obligatoire, pour tous les bâtiments en dur susceptibles d'attirer la convoitise des voleurs armés, des protections solides. La multiplication des « *burglar proofs* » (12) aux fenêtres, l'installation de lourdes portes de fer aux boutiques et aux jardins ont valu à Kampala le surnom de « *Iron City* ». Bien qu'illégal au regard des normes municipales, la construction de hauts murs surmontés de tessons de bouteille a souvent remplacé le patient travail d'entretien d'une haie de cyprès caractéristique de la concession bagandaïse. L'enfermement est une tendance architecturale très nette. Résidant dans un quartier aisé, nous n'avons pas moins de 12 cadenas à fermer sur de solides pennes en fer avant d'avoir bouclé sur nous la dernière grille de fer séparant la chambre de la salle de séjour.

De même, l'insécurité a modifié l'agencement spatial de ces lieux conviviaux que sont les bars. Conformément au modèle britannique, le bar était, jusqu'aux années de guerre, une salle close. Mais avec la montée des rapines militaires, il est devenu indispensable de voir venir le danger. C'est pourquoi de nombreux établissements se réduisent aujourd'hui à une terrasse abritée avec des tables et des sièges. Cet agencement permet aux clients et au personnel de voir venir le danger et de plier bagages rapidement.

Une partie du bâti kampalais porte les traces du désastre contemporain de l'Ouganda. En effet, les détériorations ne se comptent plus. Elles sont mineures en elles-mêmes, mais leur accumulation sur vingt ans sans que rien n'ait été fait pour y remédier engendre une véritable « taudification » urbaine. Par exemple, la précarité de la tenure (en moyenne, une boutique de *Luwum Street* à Kampala a changé 8 fois de main en 14 ans) pour les propriétés gérées par le gouvernement [propriétés de DAPCB, du « *government pool* », du KCC et du NHCC (13)], empêche les occupants de réaliser les réparations idoines. En effet, en réparant les infrastructures, l'allocataire s'exposait à se faire expulser *manu militari* par un personnage bien renseigné et puissant. C'est pourquoi les immeubles d'habitat collectif de *Old Kampala* peuplés d'Indiens avant 1972 présentent un état de délabrement à peine croyable.

Nous avons partagé la vie d'un enseignant de l'Université de Makerere dans un immeuble du lotissement de Makerere-Kivulu appartenant à la NHCC beaucoup plus récent que ceux du centre ville. Sa description sommaire montre l'état du bâti public :

(12) *Burglar proof house* : maison munie d'un dispositif anti-vol.

(13) KCC (*Kampala City Council*) NHCC (*National Housing and Construction Corporation*) ; le « *government pool* », géré par

le ministère du « *Public Service and Cabinet Affairs* », regroupe toutes les résidences allouées aux fonctionnaires. 30 % de ceux-ci sont logés par l'État.

« Après avoir emprunté un escalier sans couleur, où l'éclairage a disparu, on arrive devant la porte de notre hôte. Pour sonner il faut délicatement saisir deux fils électriques partiellement dénudés et les mettre en contact. Devant notre étonnement, notre hôte nous explique qu'il ne sert à rien de remplacer quoi que ce soit à l'extérieur, tout est volé ou cassé. Une fois entré, il faut faire un effort pour ne pas grimacer à cause de l'odeur qui nous saisit. L'eau n'arrive pas au 4^e étage, et les douze personnes doivent s'organiser pour vivre autour des 80 litres d'eau quotidiennement remontés. Tout est fait à l'économie : l'eau étant lourde à porter, on attend le soir pour verser les eaux usées dans les toilettes. Cela n'a lieu qu'une fois par jour. Les habitants — parents et enfants — n'ont droit qu'à une bassine d'eau pour se baigner... Même si l'eau revenait, il faudrait avant d'en jouir réparer toute l'installation sanitaire cassée.

Si l'on n'y prend pas garde, on reste facilement enrhumé dans une pièce, toutes les poignées des portes étant hors d'usage. Le carrelage fracturé laisse voir la dalle de béton elle-même attaquée. Les vitres cassées sont remplacées par des planches de contreplaqué (le verre à vitre étant la denrée la plus rare des matériaux de construction, lorsqu'il y en a à vendre, il est inabordable pour beaucoup)... Les murs sont, quant à eux, rongés par l'humidité, lézardés, percés et n'ont jamais été repeints. Inutile dans ce cas de lutter contre les cafards et les rats qui sont les habitants ordinaires du lieu. Se considérant malgré tout comme un privilégié, notre hôte se lamente un peu lorsque les coupures d'électricité s'ajoutent à l'ensemble des maux quotidiens (14). »

La guerre a joué son rôle d'accélérateur de l'histoire en faisant vieillir le parc immobilier public plus vite que si des conditions pacifiques favorables à son bon entretien avaient prévalu. Perceptibles à grande échelle, ces dégradations, par leur localisation, jouent un rôle singulier dans l'organisation spatiale de la ville. Le délabrement des lotissements publics et surtout du centre ville apparente Kampala aux villes latino-américaines.

Durant vingt ans, le volume des constructions entreprises a été très faible. L'État n'a pas agrandi son parc immobilier par de nouvelles constructions et le secteur privé n'a que très peu pris la relève malgré les pressions spéculatives sur le marché locatif de standing. Un ingénieur travaillant dans une entreprise de construction se rappelle que, avant 1986, « les gens rentraient chez eux très tôt ; vers quatre heures, les rues étaient vides et c'est pour cela que les ouvriers travaillaient moins longtemps chaque jour ». D'autre part, « les soldats volaient tout sur les chantiers ; cela augmentait les coûts et dissuadait les gens de construire ». Enfin, plus grave, « si on construisait une maison, cela montrait qu'on était riche et cela pouvait coûter

(14) Carnet de bord de Muriel Le Roux Calas, 2 juillet 1989.

la vie ». Ces entraves à la construction touchent surtout les riches capables de trouver les sommes pour investir dans l'immobilier en dur. La pauvreté et la précarité de leurs matériaux de construction protègent les plus démunis de la soldatesque. C'est pourquoi l'extension spatiale de Kampala entre 1980 et 1986 fut surtout une extension du bâti précaire.

Cependant, même aux pires moments, certains ont trouvé les ressources financières et les protections militaro-politiques pour construire. Ainsi le prouve la multiplication des villas sur les flancs des collines de Muyenga et Bunga entre 1980 et 1985. Est-ce à dire que tous les commanditaires immobiliers disposaient des appuis susceptibles de les protéger des pillards en uniforme ? En fait, les gens ont développé des stratégies pour tenter de se prémunir contre l'insécurité. En particulier, ils ont construit dans les quartiers les plus sûrs. L'insécurité, prise en compte par les individus dans leurs projets, provoque donc une urbanisation différenciée.

Néanmoins, les effets profonds de l'insécurité sur la trame urbaine diffèrent selon les quartiers à cause des disparités sociales des populations qui les occupent. Les riches recherchent la sécurité de leurs biens en différant leurs investissements immobiliers ou en construisant dans les secteurs les plus sûrs de la capitale. Les pauvres tentent de sauver leur vie en se réfugiant en ville dans les quartiers les plus proches du centre encore accessibles en termes de densité et de prix. La période 1970-1986 est donc une période de « bourrage » interne des vides interstitiels par agglutination dans les quartiers peu favorisés. La crise a également favorisé les secteurs les mieux reliés au centre ville, provoquant une extension du tissu le long des axes de communication principaux évitant les casernes. Ainsi s'explique la croissance des quartiers populaires du nord de la ville.

Cependant, ces tendances de la dynamique urbaine kampalaise ne s'opposent pas fondamentalement à celles de la majorité des villes africaines. L'originalité de la capitale ougandaise réside dans le caractère franchement répulsif des casernes. Mais cette influence ne contredit pas les tendances globales de l'urbanisation. La ségrégation sociale détermine plus l'espace urbain que la violence. Les effets de celle-ci ne font que se surimposer sur les processus de ségrégation socio-spatiale préexistants.

Des effets à retardement

Depuis 1986, la violence, au moins dans le sud du pays, a disparu ou est ravalée au rang de violence économique, ce qui atténue la spécificité de la situation ougandaise. Cependant, les événements passés déterminent encore en partie l'évolution actuelle.

L'importance des actions différées — en particulier, migration et investissement — est manifeste. Le retour de la paix, de conditions plus favorables au commerce et à l'initiative privée mais aussi la guerre dans le nord-est provoquent une véritable explosion démographique (des taux supérieurs à 10 % voire 15 % sont probablement atteints). Dans presque tous les quartiers, nombre de constructions de toute nature soulignent ce mouvement. Kampala compte sans doute 1 100 000 habitants. La sécurité provoque l'arrivée des coopérants et diplomates et, par voie de conséquence, le boom du locatif de très haut standing. L'ombre portée de la guerre se lit à travers le rattrapage de 15 années d'attente et de retard à la construction. De même, l'attractivité de la ville favorise le locatif populaire.

De plus, la violence imprègne et façonne encore les esprits et la perception que les gens ont de leur environnement. Ainsi, les Ougandais répètent inlassablement que dans les années 1960, les Kenyans venaient à Kampala en vacances. La référence récurrente aux « *good old days* » ponctue les discours. De même, il semble que la vue des marabouts qui pullulent parce que les ordures ne sont plus ramassées depuis longtemps soit un rappel constant de ce déclin du cadre urbain ougandais et une sorte de violence, certes objectivement inoffensive, mais combien diffuse et intériorisée. C'est pourquoi la politique actuelle ne saurait être comprise sans prendre en compte le passé. Dans le domaine urbain, le gouvernement s'attache, dans la mesure de ses moyens, à réhabiliter l'environnement et les équipements publics et à privatiser le domaine immobilier public. Le but est de tenter de gommer les traces et certaines causes de la violence et de la corruption en limitant, à moyen terme, l'intérêt économique de l'État.

*

* *

Au total, le bilan de l'impact de la violence sur la ville est nuancé. Son influence directe sur sa morphologie, en terme de destruction, est peu marquée. De même, les tendances lourdes de la dynamique urbaine et notamment l'opposition sociale nord-sud ne sont pas remises en cause. Seul le caractère très répulsif des espaces militaires est évident.

A travers la société urbaine, son influence indirecte est très forte. La destruction du tissu économique, les hoquets de l'évolution démographique, les entraves à l'investissement et à l'entretien, la destructuration de la stratification sociale et la diffusion de l'insécurité sapent les bases du système urbain préexistant. La taudification du domaine public, l'extension du bâti essentiellement sous une forme précaire et les changements des pratiques socio-spatiales

propres à assurer la sécurité sont les conséquences de la violence à grande échelle. Leur accumulation modifie le contenu du système urbain.

En définitive, l'exemple kampalais souligne qu'il n'existe pas un continuum de la violence depuis l'inégalité sociale jusqu'au droit physique du plus fort. Des seuils très nets existent entre des formes de violence nécessaires — au sens de qui ne peut pas ne pas être — proches de l'aliénation et des formes exceptionnelles d'insécurité diffuse. Il ne saurait être question de les confondre toutes dans un concept globalisant. Il existe des violences : l'inégalité sociale, l'aliénation, la suppression des libertés politiques, la suppression de la sécurité de la tenure, la suppression de la liberté de mouvement et la mise en danger de l'intégrité physique. L'Ouganda montre que la violence, sous ses formes extrêmes, même aux dépens des couches privilégiées, ne conduit pas au développement du bien-être de la majorité. Elle n'a donc pas de vertus révolutionnaires. Il est bon parfois de rappeler ces vérités simples. Il n'est pas innocent que l'exemple de l'Ouganda puisse être le prétexte d'un tel rappel. En effet, ce pays redécouvre actuellement les mécanismes fondamentaux et élémentaires d'une société, si ce n'est démocratique, du moins qui aspire à l'être.

Bernard Calas
CREDU (Nairobi)